

Osons une orientation qui tienne compte des débouchés

DOMINIQUE DEMONTÉ

Directeur général d'Agoria Wallonie

L'ampleur attendue des pénuries d'ingénieurs et professionnels des technologies de l'information et de la communication (TIC) d'ici 2030 nécessite des mesures drastiques pour attirer les jeunes vers les filières scientifiques ou technologiques. Il est temps d'ouvrir le débat avec le monde académique sur l'opportunité d'une discrimination positive, à travers notamment des incitants financiers.

Plus les années passent et plus il est dangereux de se voiler la face: la digitalisation entraîne un glissement des compétences nécessaires aux métiers de demain. Nous ne percevons encore que les prémices de mutations qui vont s'accélérer. En octobre dernier, Agoria tirait la sonnette d'alarme avec son appel à la mobilisation «Be the change»: si rien ne change, 584.000 postes vacants ne seront pas pourvus en Belgique en 2030, soit 1 poste vacant sur 10, dont 18% dans le secteur des TIC. Une perspective intolérable dans une région, la Wallonie, où le taux de chômage reste élevé.

Des campagnes de sensibilisation ont eu lieu ces dernières années pour inciter davantage d'étudiants – et surtout d'étudiantes – à opter pour des études STEM (science, technology, engineering et mathematics).

Elles ont porté leurs fruits au vu de l'augmentation constante des diplômés ingénieurs depuis dix ans (+ 30%). Mais comme le confirme le rapport d'évaluation de la politique scientifique publié récemment par le CESE Wallonie, nombre de vocations restent largement insuffisantes pour faire face aux défis futurs.

Malgré une très légère progression, la Fédération Wallonie-Bruxelles, avec un taux de 16% en 2015, reste bien en deçà de la moyenne de l'UE28 qui est de près de 26%. Un faisceau de mesures plus drastiques s'impose pour parvenir à une meilleure harmonisation des filières d'études avec la demande effective de main-d'œuvre.

Le choix des études est une question éminemment personnelle et délicate et après 20 ans d'expérience dans le monde universitaire, je pense avoir une certaine légitimité à réaffirmer qu'il n'y a pas de «bonnes» ou de «mauvaises» études. Le choix des études doit avant tout cadrer dans un projet de vie.

Transparence sur les filières

Cela étant dit, il me paraît qu'il est de la responsabilité des pouvoirs publics et des institutions d'enseignement d'oser clamer haut et fort, sans tabou, ce que quasiment tout le monde sait: à savoir qu'il y a des filières qui offrent beaucoup plus de chances que d'autres de déboucher sur un emploi en adéquation avec le niveau de qualification et les aspirations (notamment salariales) du jeune travailleur. Pourquoi ne pas envisager, à l'instar d'autres pays, que les universités et les hautes écoles fournissent à leurs candidats étudiants des informations, via leur site internet par exemple, sur la facilité à décrocher un emploi et le niveau moyen des salaires selon le métier envisagé?

Notre étude «Be the change» estime à 31.000 le nombre de postes vacants qui pourraient être pourvus rien que par une meilleure orientation des étudiants vers les filières les plus génératrices d'emplois dans les douze années à venir. En plus de débouchés quasiment assurés, le choix d'études STEM ouvre aux jeunes la perspective de pouvoir mieux comprendre les mutations technologiques et d'influer sur le cours des choses à travers des activités largement innovantes.

Osons dès lors une discrimination positive! Le but n'est pas de décourager, ou pire de dévaloriser certaines études, mais

qui encouragent les jeunes à faire des choix d'études orientés vers l'avenir?

d'encourager à des métiers porteurs d'avenir. Pourquoi ne pas introduire des mécanismes financiers qui encouragent les jeunes à faire des choix d'études orientés vers l'avenir? Les modalités de ces mécanismes incitatifs pourraient prendre diverses formes: directement en faveur des étudiants concernés, à travers une diminution ou gratuité du minerval, et/ou indirectement, par le biais d'un financement différencié des filières STEM des hautes écoles et universités, qui disposeraient ainsi de davantage de moyens pour rendre les cours plus attractifs.

Le privilège des soldats et officiers

Des incitants en faveur des études STEM existent dans d'autres pays. Aux États-Unis, certains Etats comme le Maine ou le Connecticut ont mis en place un mécanisme à effet décalé puisque les jeunes diplômés STEM y bénéficient d'avantages fiscaux pendant les cinq premières années de leur vie active.

Enfin, rappelons qu'un mécanisme financier en faveur d'une filière d'études existe déjà en Belgique, et depuis longtemps. Celle de la défense, qui offre la possibilité de suivre des études tout en étant rémunéré! Pourquoi ce privilège des soldats et officiers ne pourrait pas être mis en place pour nos futurs ingénieurs, informaticiens ou data scientists?

Un coup de pouce financier ne va pas susciter à lui seul des vocations chez les jeunes. Mais nous pensons que, combiné à une information sur l'employabilité des différentes filières d'études, il peut peser dans la balance auprès d'étudiants hésitants. Vu l'enjeu socio-économique qui se dessine, ce serait en tout cas un juste investissement pour notre prospérité future.

Dans le prolongement des travaux du CESE («L'enseignement supérieur de la fédération Wallonie-Bruxelles à l'horizon 2030: 18 mesures pour faire face aux défis de demain, Cese Wallonie, Janvier 2018), Agoria Wallonie invite les acteurs concernés à passer à l'action.

Pourquoi ne pas introduire des mécanismes financiers